

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CANDIA

116, Rue G.SAND
42350 La Talaudière

Code AIOT : 0054200986

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement CANDIA implanté 116, Rue G.SAND 42350 La Talaudière. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CANDIA
- 116, Rue G.SAND 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0054200986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de fabrication et conditionnement de produits de consommation à base de lait

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- eau, air, déchet, bruit et rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Air	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.4.10	Sans objet
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.1.1	Sans objet
4	VLE eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.3.9.1	Sans objet
6	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 8.5.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de la consommation d'eau doit être quotidien pour pouvoir identifier les processus générateurs de surconsommation d'eau. Une analyse qualitative est également indispensable pour expliquer les variations et dépassements des VLE.

Les stockages extérieurs de fûts doivent être placés sur rétention pour éviter toute pollution du milieu par des eaux pluviales souillées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs rejets atmosphériques et surveillance
Prescription contrôlée : Paramètre Procédé spécifique VLE en mg/Nm3 Fréquence de surveillance Nox Chaudière 1 150 Tous les 2 ans Chaudière 2 100 Chaudière 3 150
Constats : Les données relatives au suivi des rejets atmosphériques n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection. Ces données sont à transmettre sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 3.4.10
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement des déchets et de traçabilité (bordereau de suivi) dans les conditions fixées par la réglementation aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement. Lors du démantèlement d'une installation ou d'un équipement faisant partie d'une installation, le retrait et la récupération du fluide sont obligatoires, afin d'en assurer le recyclage, la régénération ou la destruction.
Constats : Les données relatives au suivi de la gestion des déchets n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection. Ces données sont à transmettre sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : L'usine CANDIA est alimentée par le réseau d'adduction publique AEP. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'établissement ne comprend aucun dispositif de refroidissement en circuit ouvert. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les consommations sont relevées mensuellement. Un relevé quotidien doit être mis en place sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : VLE eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une station d'épuration collective
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Débits maxima autorisés : Débit journalier m ³ / j 1000 Débit horaire de pointe m ³ / h 50 Flux et concentrations maxima autorisés : Paramètres organiques Concentration journalière maximale en mg/L Flux maximal journalier en kg/j Demande chimique en oxygène (DCO) 2000 2000 Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) 800 800 Matière en suspension (MES) 600 600 Azote global 150 150 Phosphore total 50 50 SEC 150 150 Zinc (Zn) 3 0,96
Constats : Contrôle inopiné avec dépassement VLE sur les MEST. Une analyse qualitative doit être mise en place et tracée sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans. En cas de plainte ou à la demande de l'inspection, une mesure de la situation acoustique pourra être demandée à l'exploitant.
Constats : Pas de dépassement mis en évidence dans le rapport de contrôle du 25 et 26 aout 2022. Pas de nouvelle mesure depuis la mise en service de l'aspiration sur la station de traitement des eaux mais le compresseur (assez bruyant) était en place avant les modifications. Nouvelle étude programmée en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositif de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés (...)
Constats : Présence de divers fûts stockés sur palette en extérieur sans moyen de rétention. Les rétentions doivent être effectives sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites